

CHAPITRE 1 / MONDIALISATION ET GÉOGRAPHIE GLOBALE DU TRAVAIL

Saskia Sassen

in Jules Falquet et al., Le sexe de la mondialisation

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Académique »

2010 | pages 27 à 42

ISBN 9782724611458

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/le-sexe-de-la-mondialisation--9782724611458-page-27.htm>

Pour citer cet article :

Saskia Sassen, « Chapitre 1 / Mondialisation et géographie globale du travail », *in Jules Falquet et al., Le sexe de la mondialisation*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2010 (), p. 27-42.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Chapitre 1 / MONDIALISATION ET GÉOGRAPHIE GLOBALE DU TRAVAIL¹

Saskia Sassen

Les effets du genre se font sentir depuis longtemps dans les divers processus de développement historique et géographique du travail et du capital. De nombreuses structures de genre anciennes continuent d'exister, mais elles sont nourries par de nouvelles dynamiques, tandis que d'autres logiques de genre apparaissent (Lucas, 2005 ; Chant et Kraske, 2002 ; Falquet, Hirata et Lautier, 2006 ; Kothari, 2006 ; Poster, 2008). L'un des phénomènes les plus complexes de l'actuelle mondialisation est constitué par l'émergence de nouveaux circuits globaux du travail, au sommet et à la base du système économique. Je m'intéresse spécialement ici aux circuits du travail situés à la base du système économique, et plus précisément à ceux dans lesquels les femmes constituent une main-d'œuvre clé. Cette contribution porte sur deux sites d'intersection avec ces nouveaux marchés du travail, l'un dans le Sud global² et l'autre dans le Nord global.

Un de ces sites d'intersection est représenté par la ville globale : aujourd'hui, plus de quarante villes servent de plateforme organisationnelle à l'économie mondialisée. L'autre site d'intersection est constitué par un certain nombre de pays du Sud global soumis à un régime de restructuration économique et de remboursement de la dette qui rend difficile la survie des gouvernements, des entreprises et des ménages. S'insérer dans les migrations de travail globales devient chaque fois davantage une stratégie de survie pour les habitants de ces pays, pour leurs gouvernements à travers les transferts financiers des migrants et pour les « entrepreneurs » du trafic de personnes – surtout de femmes.

La question des femmes est centrale pour éclairer le débat actuel, car celles-ci apparaissent comme des actrices situées à l'intersection de phénomènes clés qui vont de l'hyperendettement des gouvernements des pays pauvres, au fonctionnement de différents marchés du

1. Article traduit de l'anglais par Anissa Talahite.

2. Le Sud et Nord global se réfèrent, non à des régions géographiques, mais à des ensembles politiques.

travail assurant les fonctions essentielles des villes globales. Le genre a pris un caractère stratégique (Sassen, 1996, 2009) : il ne s'agit pas uniquement d'une question d'inégalité, mais également de la féminisation de la survie, pas seulement des ménages mais aussi des gouvernements et des entrepreneurs.

Féminisation de la survie

Pour faire face à la mondialisation, les économies en voie de développement ont dû mettre en œuvre un ensemble de nouvelles politiques. Les plus importantes sont l'adoption souvent forcée des Programmes d'ajustement structurel (PAS), incluant l'ouverture aux entreprises étrangères (Banque mondiale, 2008), la suppression de nombreuses subventions de l'État aux secteurs vulnérables ou liés au développement (Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], 2005 et 2008), et enfin, les quasi inévitables crises financières associées aux principales solutions avancées par le Fonds monétaire international (FMI).

Dans la plupart des pays concernés – Mexique, Thaïlande ou Kenya par exemple –, ces politiques ont entraîné d'énormes coûts pour certains secteurs de l'économie et pour la majorité de la population : augmentation du chômage, fermeture d'un grand nombre d'entreprises des secteurs traditionnels orientées vers le marché local ou national, promotion de cultures marchandes d'exportation remplaçant l'agriculture vivrière, et enfin, la lourde et éternelle dette gouvernementale.

Or, quels liens systémiques observe-t-on entre la présence croissante de femmes de pays en voie de développement dans différents circuits de migration globale et de trafic, et l'augmentation du chômage et de la dette dans ces économies ? Des données importantes existent pour chacun de ces deux processus, mais guère sur le rapport entre les deux. C'est exactement l'objet des recherches récentes centrées sur les femmes (Buechler, 2007 ; Ehrenreich et Hochschild, 2003 ; Pyle et Ward, 2003 ; Zlotniski, 2006).

Des stratégies inédites de survie des ménages, des entreprises et des gouvernements ont pris une importance croissante dans de nombreux pays en développement soumis aux programmes du FMI et de la Banque mondiale. Elles relèvent d'une combinaison de conditions : a) la baisse des possibilités d'emploi masculin, b) la régression des formes traditionnelles de profit, ces pays acceptant de plus en plus d'entreprises

étrangères et se voyant contraints de développer des industries d'exportation, c) la chute des revenus des gouvernements, en partie liée à ce qui précède et au paiement des intérêts de la dette. Par divers aspects, ces trois conditions ne sont pas nouvelles (Safa, 1995 ; Morokvasic, 1984 ; Sassen, 1988), mais elles s'internationalisent et s'institutionnalisent rapidement.

Ces trois conditions contribuent à induire une « nouvelle » économie politique. Celle-ci résulte en partie des interventions du Nord global dans les pays en développement et s'étend finalement à ces mêmes pays du Nord par différents circuits, comme le trafic des femmes notamment. Les femmes des pays en voie de développement jouent un rôle croissant dans la création de cette nouvelle économie politique alternative, même si cela n'est pas toujours visible, entre autres parce que la recherche traditionnelle sur le développement néglige les femmes en tant qu'actrices à part entière. Les chercheuses féministes ont analysé ce rôle et l'ont fait connaître³.

Le chômage des femmes, mais aussi celui des hommes qui partagent leur foyer, a accentué pour elles la contrainte de trouver des moyens d'assurer la survie du ménage (Buechler, 2007 ; Lucas, 2005), notamment par la production de denrées de subsistance, le travail informel, l'émigration et la prostitution.

Une dette lourde et un chômage élevé ont conduit non seulement les populations, mais aussi les gouvernements et les entreprises, à rechercher d'autres moyens de survie. Le rétrécissement de l'économie formelle dans un nombre croissant de pays pauvres a poussé les entreprises et les organisations à adopter des pratiques de profit illégales. En augmentant la dette, les Programmes d'ajustement structurel (PAS) ont joué un rôle important dans la formation de contre-géographies de la survie, du profit et des revenus gouvernementaux.

La première phase des PAS fut imposée dans les années 1980, so disant pour rendre ces économies plus efficaces et les ouvrir à l'investissement étranger afin d'éliminer la dette gouvernementale. Or, la dette des pays pauvres du Sud s'est accrue, passant de 507 milliards de dollars en 1980 à 1 400 milliards en 1992. Le paiement de la dette à lui seul a augmenté de 1 600 milliards, plus que la dette elle-même. Néanmoins, en 1990, une deuxième phase étendit les PAS à d'autres pays. De 1982 à 1998, les pays endettés ont payé quatre fois la valeur

3. J'étudie ailleurs les analyses clés qui rendent visible le rôle des femmes dans les processus économiques internationaux (Sassen, 2006).

de leur dette originelle. Dans de nombreux pays très endettés, le rapport entre le paiement de la dette et le Produit national brut (PNB) a depuis longtemps dépassé un niveau soutenable – comme celui des États d'Amérique latine lors de la crise des années 1980, que l'on considérait comme immaîtrisable (Oxfam, 1999)⁴.

C'est dans ce contexte que naissent des circuits alternatifs de survie. L'interaction entre un chômage élevé, la pauvreté, les faillites fréquentes des entreprises locales et l'amenuisement des ressources de l'État (ou la moindre volonté politique) pour répondre aux besoins sociaux ont notamment entraîné une féminisation des stratégies de survie qui va bien au-delà de la situation des ménages et s'étend aux entreprises et aux gouvernements. D'autres possibilités de profits et de revenus pour les gouvernements s'instaurent aux dépens des migrants et surtout des migrantes.

Parallèlement, la mondialisation économique a fourni une infrastructure institutionnelle aux échanges à travers les frontières et pour les marchés globaux, facilitant la formation et la globalisation de ces nouveaux circuits alternatifs. Les utilisations alternatives, non prévues, des infrastructures institutionnelles de la mondialisation peuvent être conçues comme des contre-géographies de cette même mondialisation. On s'aperçoit ainsi que les systèmes de transports globaux et d'envoi d'argent sont également maintenant utilisés par les trafiquants. L'observation des transferts de fonds globaux des migrants permet de mieux comprendre les marchés du travail globalisés et la formation d'économies politiques alternatives.

Exportation du travail et transferts de fonds : un autre moyen de survie

Grâce aux fonds qu'ils envoient dans leur pays d'origine, les migrants, apparaissent à l'échelle macro-économique des stratégies de développement. Ces fonds, bien que minimes au regard de la circulation massive et quotidienne des capitaux sur les marchés financiers mondiaux,

4. *Le ratio dette/PNB est particulièrement important pour l'Afrique : 123 % dans la fin des années 1990, comparé aux 42 % en Amérique latine et 28 % en Asie. Généralement, le FMI demande aux pays pauvres très endettés de verser entre 20 et 25 % de leurs bénéfices d'exportation pour le paiement de la dette. Pourtant, en 1953, les Alliés annulèrent 80 % de la dette de guerre de l'Allemagne et pour le service de la dette, ils prélevèrent 3 à 5 % des bénéfices d'exportation. Des conditions relativement favorables furent également offertes aux pays d'Europe centrale dans les années 1990.*

représentent une source capitale de devises pour de nombreux gouvernements. La Banque mondiale (2006) estime que les transferts de fonds à travers le monde ont atteint 70 milliards de dollars en 1998 ; 230 en 2005 (dont 168 pour les pays en développement) et 317 en 2007 (dont 240 pour les pays en voie de développement) (Orozco et Ferro, 2008)⁵.

En réalité, plus qu'à la circulation mondiale des capitaux, ces chiffres doivent être rapportés au PIB et aux réserves de devises des pays concernés. Ainsi, aux Philippines, un des principaux pays exportateurs de migrants, dont beaucoup de femmes pour l'industrie du divertissement, les transferts de fonds figurent au troisième rang des sources de devises de ces dernières années.

Selon les pays, l'enjeu économique que représentent les transferts de fonds peut être très variable, ce qui souligne la particularité de la géographie de la migration. Cette spécificité est cruciale pour ma propre recherche en raison de ses implications politiques, car d'une manière générale, la majorité des individus ne souhaite pas émigrer à l'étranger. Les données agrégées montrent que les transferts de fonds représentent 0,2 % du PIB pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à revenus élevés, 3,7 % pour les pays à revenus moyens, et 4,1 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cependant, les chiffres changent radicalement lorsqu'on observe les pays un à un : dans certains pays pauvres, les transferts de fonds peuvent représenter plus du quart du PIB, comme aux îles Tonga (31,1 %) ou à Haïti (24,8 %) (Banque mondiale, 2006).

Le tableau est encore différent si l'on classe les pays selon la valeur des transferts reçus : on trouve alors en haut de la liste, après l'Inde, la Chine ou le Mexique, des pays riches comme la France, l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui reçoivent des sommes considérables (FMI, 2004). Ceci indique l'existence de circuits de migration professionnelle, les pays recevant le plus de devises étant ceux où se mêlent les migrations professionnelles et celles à bas revenus (Sassen, 2009b).

Certains pays ont mis en place des programmes formels d'exportation de travail depuis les années 1970, dans le cadre de la réorganisation

5. *Même Wall Street en tire des bénéfices. Selon la Banque interaméricaine de développement, en 2003, les 35 milliards envoyés au pays par les Hispaniques vivant aux États-Unis ont généré 2 milliards de dollars en frais de transfert. Les transferts de fonds dépassent la somme de tous les investissements étrangers directs et le montant net de l'assistance officielle au développement pour l'Amérique latine et les Antilles en 2003. Voir également le trimestriel du Migration Policy Institute, Migrant Remittances.*

de l'économie mondiale, les exemples les plus marquants étant la Corée du Sud et les Philippines (Sassen, 1988). La Corée du Sud a maintenant rejoint les principales économies industrialisées, tandis que les Philippines sont le pays possédant le programme d'exportation de travail le plus développé, avec 14,3 milliards de dollars transférés par les Philippines travaillant à travers le monde en 2007 (Orozco et Ferro, 2008). Les Philippines ont signé des contrats avec, entre autres, le Japon et les États-Unis – 80 % des infirmières étrangères autorisées à venir exercer aux États-Unis par l'*Immigration Nursing Relief Act* de 1989 étant originaires de ce pays (Yamamoto, 2008).

De façon moins institutionnalisée, le Bangladesh organisait déjà dans les années 1970 de vastes programmes d'exportation de travail vers les pays de l'OPEP du Moyen-Orient. Ces efforts, ainsi que les migrations individuelles, se poursuivent vers ces pays et vers d'autres, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, représentant 1,4 milliard de dollars de transferts annuels dans la deuxième moitié des années 1990, et 5 milliards de dollars pour 5 millions de travailleurs bangladais à l'étranger en 2007 (Orozco et Ferro, 2008).

Un mouvement circulaire : la demande de travailleurs à bas salaires dans les villes globales

Les centres économiques les plus développés et les plus stratégiques du Nord global créent aujourd'hui un grand nombre d'emplois à bas salaires et reçoivent une grande partie des migrations de travail, légales ou non, du Sud global. Les villes globales comprennent les secteurs économiques les plus avancés, qui contiennent à la fois les emplois les mieux payés et certains des emplois parmi les moins bien payés. Ainsi, une partie des emplois à faible rémunération font précisément partie des secteurs économiques les plus avancés, et non de secteurs retardataires, comme on le prétend si souvent. Ces tendances apparaissent également dans les villes globales du Sud, y compris l'arrivée de travailleurs migrants. Ces phénomènes, à leur tour, accentuent le climat général d'insécurité et les nouvelles formes de pauvreté chez les travailleurs, même salariés (Fernández-Kelly et Shefner, 2005 ; Hagedorn, 2006 ; Kofman *et al.*, 2000 ; Munger, 2002 ; Ribas-Mateos, 2005 ; Roulleau-Berger, 2003). Racisme, colonialisme et résistance sont à l'œuvre au Sud comme au Nord (Bonilla-Silva, 2003 ; « Inmigracion, Estado y Ciudadania », 2006).

Dans ces centres économiques stratégiques, trois processus au moins ont émergé dans les années 1980 et ont amené à de nouvelles formes d'inégalités, notamment à la demande croissante de travailleurs à bas salaires, surtout de femmes nées à l'étranger. Bien qu'ils ne s'excluent pas mutuellement, il est utile de les distinguer analytiquement. Ces processus sont : a) le développement d'entreprises et de ménages réalisant des gains extrêmement élevés, parallèlement à l'augmentation du nombre d'entreprises et de ménages à faibles revenus, b) des tendances à la polarisation socio-économique résultant de l'organisation des industries de services ainsi que de la précarisation de la relation d'emploi, c) la création d'une marginalité urbaine, causée notamment par de nouveaux processus structurels de croissance économique – et non par des processus de déclin et d'abandon.

——— Stratégies de genre dans la ville globale

La différenciation stratégique de genre dans la ville globale est produite à la fois par la sphère productive et par celle de la reproduction sociale (Sassen, 2001, 2006). Il faut bien comprendre que ces villes sont centrales dans l'offre des divers services spécialisés – financiers notamment – nécessaires à la gestion des processus économiques mondiaux : tous les éléments clés de cette infrastructure doivent fonctionner avec une grande précision.

Les professions supérieures constituent un de ces éléments. Le genre devient stratégique pour une fonction spécifique des entreprises globalisées, celle de la médiation culturelle. Au sein des professions qualifiées, les femmes se révèlent indispensables car on estime qu'elles peuvent favoriser la naissance d'un climat de confiance permettant de faire disparaître les frontières et les différences culturelles (Fisher, 2006 ; Hindman, 2007). Mondialiser les opérations d'une entreprise implique d'ouvrir certains domaines (secteurs, pays, consommateurs) à de nouvelles pratiques et des normes, obligeant à surmonter méfiance et résistances.

Dans la ville globale, le genre devient également stratégique pour la reproduction sociale de la main-d'œuvre hautement qualifiée. Il y a au moins deux raisons à cela : la demande croissante de femmes dans les professions hautement qualifiées et le choix, chez les professionnels des deux sexes, de s'installer en ville, en raison des longues journées de travail et du poids des responsabilités professionnelles. On voit ainsi proliférer ce que j'appelle des « ménages professionnels sans "épouse" ».

Pour effectuer le travail domestique, l'absence de personne traditionnellement conçue comme l'« épouse », est déterminant dans l'organisation des ménages professionnels, qui doivent fonctionner avec efficacité, tout comme les villes globales, au sein desquelles ils sont essentiels. Je soutiens d'ailleurs l'idée que l'on doit repenser ces ménages comme faisant partie de cette infrastructure des villes globales et leurs employés de maison à bas salaires comme étant des travailleurs de maintenance de cette infrastructure stratégique. Cela permet de dégager ces ménages à la fois du paradigme classique de définition des foyers centré sur le système patriarcal, et du nouveau paradigme des « classes serviles », constituées en majorité de migrants et de migrantes, qui se reformeraient dans les villes globales (Parreñas, 2001 ; Ribas-Mateos, 2005 ; Ehrenreich et Hochschild, 2003). Le patriarcat et le retour des classes serviles font bel et bien partie du scénario. Mais mon objectif consiste ici aussi à montrer que ce travail domestique et les personnes qui le réalisent sont véritablement stratégiques pour le système. En effet, les exigences envers les professions supérieures et les *managers* des villes globales sont telles que les moyens traditionnels mis en œuvre pour organiser leurs tâches domestiques et leur train de vie sont inadaptés.

L'essentiel de la recherche sur les travailleurs et travailleuses domestiques à bas salaires a porté sur leurs – indéniables – mauvaises conditions de travail, leur exploitation et leurs diverses vulnérabilités. Cependant, d'un point de vue analytique, ce qui importe ici c'est bien le rôle stratégique des ménages professionnels organisés avec précision dans les secteurs globalisés de pointe de ces villes, et donc, l'importance de ce nouveau type de classe servile. Les femmes migrantes et issues de minorités, citoyennes minorisées, constituent – examinées ailleurs pour diverses raisons (Sassen, 2001) – une composante privilégiée de ce type de travail. Leur mode d'intégration économique rend leur rôle invisible, bien qu'il soit crucial. Ce rôle doit être analysé plus en détail, j'y reviendrai.

L'inégalité dans les profits et les revenus

L'inégale capacité des différents secteurs de l'économie à faire du profit et l'inégale capacité des différents types de travailleurs à gagner un revenu a longtemps caractérisé les économies avancées. Néanmoins, ces tendances sont aujourd'hui plus aiguës qu'après guerre. Par ailleurs, les systèmes qui génèrent ces inégalités créent de grandes distorsions dans le fonctionnement de divers marchés, de l'investissement au logement, en passant par le travail.

Parmi les pays développés, c'est aux États-Unis que ces tendances structurelles sont les plus facilement identifiables. Les 10 % d'individus les plus riches concentrent toujours davantage les revenus (en dehors des revenus du capital, très inégalement distribués) : on est passé de 30 % des revenus durant la période keynésienne, des années 1940 aux années 1970, à 45 % en 2005. La croissance économique de 2002 à 2005 fut élevée, mais ses fruits ont été très inégalement redistribués : 1 % des ménages – au sommet de l'échelle – a gagné 268 milliards de dollars alors que les 50 % des ménages qui sont situés au bas de l'échelle ont perdu 272 milliards de revenus (Mishel, 2008).

Dans de nombreuses industries de services de pointe, la grande capacité à produire des bénéfices est le résultat complexe de tendances combinées que sont les technologies qui permettent l'hypermobilité du capital à l'échelle mondiale, la dérégulation du marché qui maximise la mise en pratique de cette hypermobilité, et enfin les interventions financières comme la titrisation qui liquidifie le capital et lui permet de circuler plus rapidement et donc de faire plus de profits. Cependant, la tendance la plus significative est la demande croissante de services (juridiques, comptables, communications, assurances, services industriels variés) dans toutes les industries : mines, usines, hôpitaux, etc. Il s'agit selon moi d'une tendance structurelle profonde de l'économie – nationale, régionale ou mondiale (Sassen, 2001, 2009a : ch. 3 ; l'étude la plus complète est celle de Bryson et Daniels, 2006). La mondialisation rend ces services plus complexes car ils deviennent stratégiques pour les entreprises et pour les marchés mondiaux, ce qui augmente leur prestige et leur survalorisation – d'où des profits et des revenus particulièrement élevés pour les firmes et les professionnels concernés.

Ce phénomène a également contribué à dévaluer de nombreuses autres activités économiques et la personne même de travailleurs souvent perçus comme n'étant pas nécessaires à une économie avancée. Comme j'ai tenté de le montrer en détail ailleurs (Sassen, 2001 ; 2009a), beaucoup de ces travailleurs et de leurs activités font en réalité partie intégrante des secteurs économiques globalisés, bien qu'ils ne soient pas représentés ni valorisés en tant que tels. Cette situation produit à la fois un grand nombre de ménages à faibles revenus et de ménages à revenus très élevés (Lardner et Smith, 2005 ; Mishel, 2008).

Les données indiquent une tendance à la polarisation non seulement des revenus salariaux mais aussi de la qualité de l'emploi. L'examen des emplois nouvellement créés est central pour mon analyse de la capacité des secteurs de croissance émergents à produire à la fois des

emplois hautement qualifiés et des emplois de très piètre qualité, comme conséquence du capitalisme avancé. Or, dans les années 1960, l'économie des États-Unis a enregistré une croissance de l'emploi pour chacun des niveaux, alors que la décennie 1990 a vu la croissance de l'emploi se concentrer sur les 20 % d'emplois subalternes et sur les 20 % d'emplois supérieurs (Wright et Dwyer, 2007 ; Milkman et Dwyer, 2002). Lorsque l'on étudie ces résultats par sexe, un schéma encore plus complexe apparaît.

Les questions clés concernent les types d'emploi créés et les tendances systémiques qui sous-tendent le secteur des services, car ce secteur sert de référence à l'emploi actuel et à venir. Il apparaît que le type d'emplois disponibles et les modes d'organisation du travail se recourent et s'influencent mutuellement. Néanmoins, ils ne se rejoignent pas complètement : les marchés de l'emploi associés à un contexte technologique donné peuvent varier considérablement et inclure des trajectoires de mobilité différentes pour les travailleurs. Cependant, aujourd'hui, l'organisation sectorielle, les types d'emplois et l'organisation du marché du travail renforcent la tendance à la polarisation. Ce modèle explique en grande partie la demande de travailleurs à bas salaires dans les entreprises des secteurs économiques avancés et dans les ménages de professionnels hautement qualifiés. Les villes globales constituent un carrefour où se rencontrent nombre de ces nouvelles tendances d'organisation et où l'on trouve précisément une concentration disproportionnée des emplois de type supérieur et inférieur.

Les conditions socio-économiques et politiques que l'on conceptualise généralement en termes micro-économiques interagissent en réalité de manière complexe avec des processus macro-économiques de restructuration particuliers. Ainsi, les migrations de travail ne sont pas simplement une stratégie de survie des migrants et des ménages. Elles sont aussi une réaction micro-économique à de plus vastes processus de restructuration économique dans les pays d'émigration et d'immigration, notamment des programmes du FMI et de la Banque mondiale qui ont dévasté les économies traditionnelles du Sud global et contraint ces États à allouer une part croissante de leur revenu au paiement de la dette. Ces transformations incluent également la demande croissante d'une grande variété d'emplois à très bas salaires dans certains secteurs économiques les plus avancés – plutôt que dans ceux en déclin – des pays développés.

Le genre joue un rôle stratégique dans l'émergence et le fonctionnement de certains de ces processus de restructuration et dans les

économies partielles qu'ils génèrent. Citons le cas du trafic de femmes : il n'implique pas seulement les trafiquants et leurs victimes, il s'insère à des niveaux clés, micro et macro, de ces économies restructurées. Le trafic de femmes dans l'industrie du sexe alimente plus largement l'économie politique, en créant des opportunités entrepreneuriales pour les petits et les grands trafiquants, et partant, pour de nombreuses composantes de l'industrie du tourisme et des services. Ce trafic augmente les revenus des gouvernements surendettés. De façon plus générale, les transferts de fonds des migrants représentent une source importante de devises étrangères pour un certain nombre de pays pauvres.

Je pose en principe le fait que l'on voit apparaître une économie politique alternative résultant de la combinaison de ces principales tendances globales qui se concrétisent dans nombre d'économies sous-développées en difficulté et dans les villes du Nord global. On assiste notamment à la formation de circuits alternatifs de survie pour les personnes, les entreprises et les gouvernements, principalement aux dépens de femmes pauvres et sous-valorisées. L'autre versant de ce processus est constitué par la féminisation de la demande d'emploi dans le Nord global.

Le rôle stratégique du genre dans les villes globales est manifeste, tant dans la sphère de la production que dans celle de la reproduction sociale des secteurs avancés de l'économie urbaine. À l'échelle macro-économique, ces villes sont des infrastructures clés pour les services, les finances et la gestion des processus économiques mondialisés. Dans cette infrastructure, tout cela doit fonctionner efficacement, y compris la main-d'œuvre professionnelle. Le genre devient stratégique dans la sphère de la production, car les femmes excellent dans la médiation culturelle et les relations de confiance, permettant ainsi de gommer les frontières et les différences culturelles, notamment les différentes cultures économiques. La médiation culturelle se révèle cruciale car les entreprises et les marchés globalisants font continuellement leur entrée dans de nouveaux environnements ayant chacun leur spécificité, dans leur propre pays comme à l'étranger.

Dans la sphère de reproduction sociale, le genre devient stratégique pour la main-d'œuvre professionnelle hautement qualifiée pour deux raisons. D'abord, la disparition de la travailleuse domestique qu'était l'« épouse » dans ces ménages, compte tenu des longues journées de travail à fournir, et ensuite, du fait des nouvelles exigences professionnelles. On observe dans les villes globales une prolifération de ce que l'on pourrait appeler le « ménage professionnel sans "épouse" »,

précisément au moment où ces ménages doivent présenter un mode de vie à la pointe du progrès. Je propose de reconceptualiser ces ménages comme faisant partie de l'«infrastructure» stratégique des villes globales, et les travailleurs domestiques à bas salaires comme des travailleurs de maintenance stratégiques pour cette infrastructure. Les systèmes sociaux que constituent ces ménages ne peuvent pas être entièrement compris à partir des thèses contemporaines que sont le patriarcat, le retour des classes serviles et l'exploitation. Ces trois perspectives peuvent dévoiler des aspects cruciaux de ces ménages. Cependant, d'un point de vue analytique, elles ne permettent pas de cerner leur importance capitale pour les secteurs globalisés de pointe des villes globales et le fait que les travailleurs domestiques de ces ménages (mais pas de tous) maintiennent en réalité une infrastructure stratégique. Ces travailleurs de maintenance stratégique travaillent au cœur de l'économie capitaliste globale d'entreprise : ils doivent être reconnus en tant que tels.

Les femmes migrantes et minorisées constituent une source de main-d'œuvre privilégiée pour ce type de travail domestique, à l'intersection clé entre les conditions de vie des pays du Sud global et des villes globales du Nord et du Sud. En outre, être une femme migrante ou minorisée contribue à couper le lien entre le fait d'occuper une fonction importante dans l'économie capitaliste mondiale et la possibilité de devenir une force, comme cela a été le cas dans l'histoire des économies industrialisées. En ce sens, la catégorie de femme migrante se révèle être l'équivalent systémique du prolétariat expatrié.

Bibliographie

- Banque mondiale, «Increasing Aid and its Effectiveness», *Global Monitoring Report : Millennium Development Goals : From Consensus to Momentum*, Washington (D. C.), Banque mondiale, 2005, p. 151-187. <http://siteresources.worldbank.org>
- Banque mondiale, *Global Economic Prospects : Economic Implications of Remittances and Migration*, Washington (D. C.), Banque mondiale, 2006.
- BONILLA-SILVA (Eduardo), *Racism Without Racists : Color-blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in the United States*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield, 2003.
- BRYSON (John R.) et DANIELS (Peter W.) (eds), *The Handbook of Service Industries*, Cheltenham, Edward Elgar, 2006.

- BUECHLER (Simone), « Deciphering the Local in a Global Neoliberal Age : Three Favelas in Sao Paulo, Brazil », dans Saskia Sassen (ed.), *Deciphering the Global*, Londres, Routledge, 2007, p. 95-112.
- CHANT (Silvia) et KRASKE (Nikki), *Gender in Latin America*. Rutgers (N. J.), Rutgers University Press, 2002.
- EHRENREICH (Barbara) et HOCHSCHILD (Arlie R.), *Global Woman : Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*, New York (N. Y.), Metropolitan Books, 2003.
- FALQUET (Jules), HIRATA (Helena) et LAUTIER (Bruno) (dir.), « Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud », *Cahiers du Genre*, 40, 2006.
- FERNÁNDEZ-KELLY (Patricia) et SHEFNER (Jon), *Out of the Shadows*, College Station (Penn.), Penn State University Press, 2005.
- FISHER (Melissa), « Wall Street Women : Navigating Gendered Networks in the New Economy », dans Melissa Fisher et Greg Downey (eds), *Frontiers of Capital : Ethnographic Reflections on the New Economy*, Durham (N. C.), Duke University Press, 2006, p. 209-236.
- FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, New York (N. Y.), FMI, 2004.
- HAGEDORN (John) (ed.), *Gangs in the Global City : Exploring Alternatives to Traditional Criminology*, Chicago (Ill.), University of Illinois at Chicago, 2006.
- HINDMAN (Heather), « Outsourcing Difference : Expatriate Training and the Disciplining of Culture », dans Saskia Sassen (ed.), *Deciphering the Global*, Londres, Routledge, 2007, p. 153-176.
- « Inmigración, Estado y Ciudadanía », *Revista Internacional de Filosofía*, juillet 2006.
- International Migration Office (IMO), *Trafficking in Migrants*, Genève, IMO, 2006.
- KOFMAN (Eleonore), PHIZACKLEA (Annie), RAGHURAM (Parvaati) et SALES (Rosemary), *Gender and International Migration in Europe : Employment, Welfare, and Politics*, Londres, Routledge, 2000.
- KOTHARI (Uma), *A Radical History of Development Studies : Individuals, Institutions and Ideologies*, Londres, Zed Books, 2006.
- LARDNER (James) et SMITH (David), *Inequality Matters : The Growing Economic Divide in America*, New York (N. Y.), New Press, en collaboration avec l'institut Demos, 2005.
- LUCAS (Linda) (ed.), *Unpacking Globalisation : Markets, Gender and Work*, Kampala, Makerere University Press, 2005.
- MILKMAN (Ruth) et DWYER (Rachel), *Growing Apart : « The New Economy » and Job Polarization in California, 1992-2000*, Los Angeles (Calif.), University of California Institute for Labor and Employment, Multi-Campus Research Unit, 2002.

- Migration Policy Institute, Migrants, Migration, and Development Program.
<http://www.migrationpolicy.org>
- MISHEL (Lawrence), « Surging Wage Growth for Topmost Sliver », *Economic Snapshots*, Economic Policy Institute, 2008. <http://www.epi.org>
- MOROKVASIC (Mirjana), « Birds of Passage are Also Women », *International Migration Review*, 18, 1984, p. 886-907.
- MUNGER (Franck) (ed.), *Laboring Under the Line : The New Ethnography of Poverty, Low-wage Work, and Survival in the Global Economy*, New York (N. Y.), Sage, 2002.
- OROZCO (Manuel) et FERRO (Anna), *Migrant Remittances*, 5 (2), 2008.
- OXFAM, *International Submission to the HIPC Debt Review*, avril 1999.
<http://www.oxfam.org.uk>
- PARREÑAS (Rachel Salazar), *Servants of Globalization : Women, Migration and Domestic Workers*, Stanford (Calif.), Stanford University Press, 2001.
- PNUD, *A Time for Bold Ambition : Together We Can Cut Poverty in Half*, New York (N. Y.), Nations unies, 2005.
- PNUD, *Human Development Report 2007-2008* (N. Y.), Nations unies, 2008.
- POSTER (Winifred) (ed.), « Special Issue on Women and Work », *American Behavioral Scientist*, 52 (3), 2008.
- PYLE (Jean L.) et WARD (Kathryn B.), « Recasting our Understanding of Gender and Work during Global Restructuring », *International Sociology*, 18, 2003, p. 461-489.
- RIBAS-MATEOS (Nathalie), *The Mediterranean in the Age of Globalization : Migration, Welfare, and Borders*, New Brunswick (N. J.), Transaction Books, 2005.
- ROULLEAU-BERGER (Laurence) (ed.), *Youth and Work in the Postindustrial Cities of North America and Europe*, Leiden, Brill, 2003.
- SAFA (Helen), *The Myth of the Male Breadwinner : Women and Industrialization in the Caribbean*, Boulder (Colo.), Westview, 1995.
- SASSEN (Saskia), « Toward a Feminist Analytics of the Global Economy », *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 4, 1996, p. 7-41.
- SASSEN (Saskia), *The Mobility of Labor and Capital : A Study in International Investment and Labor Flow*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1988.
- SASSEN (Saskia), *The Global City : New York, Londres, Tokyo* [éd. française, *La Ville globale*, Descartes et Cie, Paris, 1999], Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2001 [2^e éd.].

- SASSEN (Saskia), « Vers une analyse alternative de la mondialisation : les circuits de survie et leurs acteurs », *Cahiers du Genre*, « Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud », 40, 2006, p. 67-90.
- SASSEN (Saskia) (ed.), *Deciphering the Global : Its Spaces, Scales and Subjects*, Londres, Routledge, 2007.
- SASSEN (Saskia), *La Globalisation. Une sociologie* [éd. originale, *A Sociology of Globalization*, New York (N. Y.), WW Norton, 2007], Paris, Gallimard, 2009a, ch. 3 et 4.
- SASSEN (Saskia), *Critique de l'État* [éd. originale, *Territory, Authority, Rights*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2008], Paris, Demopolis, 2009b, ch. 5 et 6.
- WRIGHT (Erik Olin) et DWYER (Rachel E.), « The Patterns of Job Expansions in the USA : A Comparison of the 1960s and 1990s », *Socio-Economic Review*, 1, 2007, 289-325.
- YAMAMOTO (Satomi), *Intermediaries and Migration in the United States*, thèse, Urbana-Champaign (Ill.), University of Illinois, 2008.
- ZLOLNISKI (Christian), *Janitors, Street Vendors, and Activists : The Lives of Mexican Immigrants in Silicon Valley*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 2006.

